EAC : l'évasion fiscale au cœur des "défis communs" des Etats membres

@rib News, 28/05/2017 - Source Xinhua L'Ã©vasion fiscale est au cÅ“ur des "dÃ©fis communs" auxquels font face aujourd'hui les administrations fiscales des pays membres de la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est/East african Community (CAE/EAC), a dÃ©clarÃ© samedi Ã Bujumbura Audace Niyonzima (photo), commissaire gÃ©nÃ©ral de l'Office Burundais des Recettes (OBR). M. Niyonzima intervenait dans un point de presse en marge d'une cÃ©rÃ©monie de clÃ´ture de ces assises rÃ©gionales de trois journÃ©es, organisÃ©es Ã l'intention des commissariats gÃ©nÃ©raux des administrations fiscales des pay de lâ€™EAC.

"La problÃ©matique d'Ã©vasion fiscale est au centre des dÃ©fis communs aux pays membres de lâ€™EAC dans la mesure oÙ l'axe des faiblesses se focalise sur des contribuables (opÃ©rateurs Ã©conomiques) s'adonnant Ã des manÅ“uvres frauduleuses et inciviques pour Ã©chapper au fisc", a soulignÃ© le commissaire gÃ©nÃ©ral de l'OBR. Au palmarÃ¨s de ces dÃ©fis, M. Niyonzima a relevÃ© Ã©galement le fait que les assiettes fiscales respectives "ne sont pas assez larges" pour permettre la collecte du maximum des recettes, ainsi que les "insuffisantes" capacitÃ©s des employÃ©s des administrations fiscales ad hoc pour mobiliser plus de recettes financiÃ¨res. Les administrations fiscales des pays de lâ€™EAC, a-t-il poursuivi, font face aussi au "problÃ¨me de modernisation et d'harmonisation" des lois adaptÃ©es au domaine du fisc et non dÃ©phasÃ©es par rapport au rythme "innovateur" des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication). "En effet, par rapport Ã la situation qui a prÃ©valu l'annÃ©e passÃ©e, tous les pays formant l'espace rÃ©gional de lâ€™EAC ont enregistrÃ© des progrÃ¨s particuliÃ¨rement dans la collecte des recettes ; mais aussi au niveau des structures communautaires ayant prÃ©cÃ©dÃ© la mise en place des administrations fiscales, en l'occurrence l'union douaniÃ¨re, le marchÃ© commun et l'union monÃ©taire", a expliquÃ© le commissaire gÃ©nÃ©ral Niyonzima. Il a saisi l'occasio pour annoncer qu'au regard des dÃ©fis citÃ©s ci-haut, les recommandations attendues de ce forum rÃ©gional, mettront un accent particulier sur des "rÃ©formes-phares" Ã initier au cours des prochaines annÃ©es, dans l'ultime but de renforcer davantage les capacitÃ©s au niveau d'une "mobilisation maximale" des recettes des Etats membres de lâ€™EAC. Sauf le Rwanda, tous les cinq autres pays membres de lâ€™EAC ont Ã©tÃ© reprÃ©sentÃ©s dans ce forum rÃ©gional de Bujumbura d administrations fiscales respectives. Lâ€™EAC, aujourd'hui composÃ©e de six Etats et dont la crÃ©ation remonte Ã 2000 sur initiative conjointe du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, s'est agrandie quelques annÃ©es aprÃ¨s avec l'adhÃ©sion du Burundi et du Rwanda en 2007, et du Soudan du Sud en 2016.Â

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});